

Programme d'aide visant les débouchés de matières résiduelles des industries, des commerces et des institutions (ICI)

CADRE NORMATIF

Table des matières

Section 1 - Définitions	3
Section 2 - Le programme	4
2.1 - Mise en contexte.....	4
2.2 - Objectifs.....	4
2.3 - Description	5
2.4 - Durée et montants alloués	5
2.5 - Délai.....	5
2.6 - Critères d'admissibilité	6
Projets admissibles :	6
Projets non admissibles :	7
Section 3 - Aide financière	7
3.1 - Nature de l'aide financière	7
3.2 - Dépôt d'une proposition	8
3.3 - Analyse des propositions.....	10
3.4 - Conditions de versement.....	11
3.5 - Modalités de versement.....	11
3.6 - Reddition de compte	12
3.7 - Évaluation du programme.....	13

Section 1 – Définitions

Pour les besoins du présent document, les définitions et acronymes suivants sont utilisés :

3RV¹

Hiérarchie d'actions en gestion des matières résiduelles qui privilégie, dans l'ordre : la **R**éduction à la source, le **R**éemploi, le **R**ecyclage, la **V**alorisation matière et la **V**alorisation énergétique.

ICI

Acronyme signifiant industries, commerces et institutions.

Matière résiduelle

Telle que définie par la Loi sur la qualité de l'environnement (art. 1 par. 11) : tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon. Ces matières sont souvent rejetées par les ménages, les industries, les commerces ou les institutions. Celles-ci peuvent faire l'objet d'une action de prévention pour éviter ou réduire leur génération, ou d'une gestion, par une action de mise en valeur (3RV) ou encore d'une élimination.

Mise en valeur

Utilisation de produits issus de matières résiduelles.

Projet pilote ou projet de démonstration

Projet qui peut être expérimental ou de nature commerciale, qui vise à valider un concept, une théorie, qui est réalisé sur une période de temps ciblée. Ce type de projet vise à faire progresser les connaissances générales et le savoir-faire de l'industrie dans le but d'améliorer les pratiques.

Récupération

Action de collecter la matière résiduelle auprès d'un générateur et de l'acheminer vers une installation de tri ou de recyclage.

Recyclage

Action de transformer une matière résiduelle en un intrant ou un produit commercialisable.

Réemploi

Le réemploi (ou réutilisation) est l'utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés. Sont considérés comme du réemploi la vente et le don d'articles usagés, même si ces articles ont été nettoyés ou réparés (ex. : revente ou don de vêtements, d'ordinateurs, de meubles, d'électroménagers ou de matériaux de construction).

¹ Cette définition résume l'article 53.4.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement. La politique visée à l'article 53.4 ainsi que tout plan ou programme élaboré par la Société québécoise de récupération et de recyclage dans le domaine de la gestion des matières résiduelles doivent prioriser la réduction à la source et respecter, dans le traitement de ces matières, l'ordre de priorité suivant: 1° le réemploi; 2° le recyclage, y compris par traitement biologique ou épandage sur le sol; 3° toute autre opération de valorisation par laquelle des matières résiduelles sont traitées pour être utilisées comme substitut à des matières premières; 4° la valorisation énergétique; 5° l'élimination.

Section 2 - Le programme

2.1 - Mise en contexte

La [Politique québécoise de gestion des matières résiduelles](#) a comme objectif principal de n'éliminer qu'une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime. À cet égard, RECYC-QUÉBEC souhaite soutenir des initiatives en vue de résoudre des problématiques de débouchés de matières résiduelles du secteur des industries, commerces et institutions (ICI).

Concrètement, cet appel de propositions vise à soutenir des projets pilotes, des projets de démonstration et des initiatives stimulant ou consolidant les débouchés de mise en valeur des matières résiduelles du secteur ICI. Pour atteindre cet objectif, un soutien financier sera apporté à des projets s'inscrivant en ce sens.

Le financement du programme provient des sommes prévues dans le cadre du Plan d'action 2011-2015 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, qui sont versées par l'entremise du Fonds vert.

2.2 - Objectifs

Le présent appel de propositions vise à solutionner des situations problématiques entourant les débouchés de matières résiduelles du secteur ICI, selon la hiérarchie des 3RV. Les projets doivent donc viser des résultats qui se mesurent en quantités de matières traitées, valorisées ou détournées de l'élimination selon ces critères.

À ce titre, les projets soumis devront permettre d'en mesurer les résultats, c'est-à-dire, au minimum, les éléments suivants :

- types et quantités de matières résiduelles traitées grâce au projet, valorisées ou détournées de l'élimination, en cohérence avec la hiérarchie des 3RV;
- retombées économiques (ex. : investissements, revenus supplémentaires, économies générées, coûts évités grâce au projet);
- retombées sociales du projet (ex. : nombre d'emplois maintenus ou créés, nombre de personnes ou d'organisations rejointes, mesure de nouvelles perceptions ou comportements).

Dans son dossier de candidature soumis dans le cadre du présent appel de propositions, le demandeur devra présenter et décrire les méthodologies qu'il prévoit appliquer pour mesurer et faire le suivi des résultats mentionnés ci-dessus.

Le dossier présenté à RECYC-QUÉBEC afin de faire état du projet devra expliquer et déterminer les moyens envisagés par ce projet afin d'atteindre les objectifs suivants :

1. Mettre en place des solutions pour au moins une des catégories de matières résiduelles suivantes :
 - a. Textiles et habillement
 - b. Ameublement et articles rembourrés
 - c. Emballages de distribution et de transport ²
 - d. Résidus dangereux ³

² Sont compris dans cette catégorie les emballages primaires (ex. : palettes) et secondaires (ex. : boîtes de produits destinées aux grossistes et distributeurs).

³ À noter qu'il est entendu pour cette catégorie « résidus dangereux » dans le secteur ICI que ce sont les produits assimilables aux produits consommés par les ménages appelés « résidus domestiques dangereux » (RDD). Les résidus dangereux employés dans les procédés industriels ne seront pas admissibles dans le cadre de l'APDICI. Sont donc exclues, les neiges usées, les matières dangereuses définies au sens du [Règlement sur les matières dangereuses](#), les matières biomédicales ou fertilisantes : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/inter.htm>

2. Proposer une solution viable à un problème de débouché de matières résiduelles, en prenant en compte la hiérarchie des 3RV;
3. Quantifier le détournement des matières acheminées vers les lieux d'élimination, réalisé grâce au projet;
4. Démontrer que le projet offre une perspective de pérennité ou que les résultats du projet peuvent être reproduits ailleurs au Québec.

2.3 – Description

Le présent programme repose sur un fonctionnement par appel de propositions, ce qui implique une date limite pour la réception des projets. Qui plus est, seuls les projets reçus répondant le mieux aux critères et objectifs de l'appel de propositions pourront bénéficier d'une aide financière.

RECYC-QUÉBEC ne s'engage à accepter aucun nombre précis de projets, ni même aucun des projets, si elle considère que la qualité des dossiers soumis ou la pertinence des projets ne rencontrent pas, à sa satisfaction, les objectifs visés par l'appel de propositions.

RECYC-QUÉBEC ne pourra contribuer financièrement à la réalisation de projets qu'à concurrence maximale des fonds disponibles et se réserve le droit de refuser tout projet.

Le programme vise à soutenir des initiatives en vue de résoudre des problématiques de débouchés de matières résiduelles du secteur des industries, commerces et institutions (ICI), en agissant sur des avenues de réemploi, de recyclage et de valorisation. Les projets devront prioriser la hiérarchie des 3RV et permettre ultimement de détourner des quantités de matières résiduelles acheminées vers des lieux d'élimination.

Les projets visant d'autres matières que celles spécifiées aux objectifs du programme sont tout de même admissibles et pourront être analysés.

2.4 – Durée et montants alloués

Cet appel de propositions débutera le 7 septembre 2017. Les projets devront être déposés au plus tard le 31 octobre 2017. Les projets sélectionnés devront être terminés au plus tard au cours du troisième trimestre de 2019. L'aide financière disponible pour les projets sera de trois cent soixante mille dollars (360 000 \$).

2.5 – Délai

Les projets doivent être complétés dans les dix-huit (18) mois suivant la signature de la convention d'aide financière par le promoteur⁴ et RECYC-QUÉBEC ou, lorsqu'applicable, de l'obtention de toutes les autorisations requises afin que le projet puisse être mené à terme en toute conformité, la dernière de ces deux dates étant applicable.

⁴ Devient « promoteur » le demandeur ayant fait l'objet d'une acceptation de son projet par RECYC-QUÉBEC, et pour lequel le statut est formalisé à l'intérieur d'une convention d'aide financière, signée par les parties concernées.

2.6 – Critères d’admissibilité

Projets admissibles :

Sont admissibles à titre de demandeurs :

- entreprise (manufacturier, récupérateur, consultant);
- association / regroupement d’entreprises;
- établissement du réseau scolaire ou de la santé / organisme de recherche;
- organisme municipal (municipalité, régie, MRC, etc.);
- organisme de développement économique;
- organisme à vocation sociale ou environnementale (OBNL, organisme d’économie sociale, etc.).

La formation d’un consortium entre différents partenaires est encouragée pour la réalisation d’un projet. Les ministères et organismes ne sont pas admissibles comme demandeurs, mais peuvent toutefois agir comme partenaires techniques ou financiers d’un projet réalisé par un demandeur admissible. Tous les membres d’un consortium doivent être légalement constitués, être en activité au moment du dépôt de la demande et avoir une place d’affaires au Québec. Les demandeurs et leurs partenaires (membres d’un consortium ou sous-traitants) ne doivent pas apparaître au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), lequel peut être consulté en suivant cet hyperlien : <https://rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/>.

L’entité responsable du projet devra démontrer qu’elle détient l’expertise et les compétences nécessaires pour la réalisation du projet.

Un demandeur ayant déjà un projet admissible en cours de réalisation pourra déposer un projet dans le cadre du présent appel de propositions. Il devra toutefois dresser un portrait de la situation actuelle lors du dépôt de son projet et indiquer précisément quels objectifs seront poursuivis dans le cadre du projet sollicitant une aide financière. Les dépenses engagées avant la date de l’avis d’admissibilité de la demande émis par RECYC-QUÉBEC ne seront toutefois pas admissibles.

Pour être admissible, un projet devra répondre aux exigences suivantes :

- être soumis au plus tard à la date et à l’heure limites mentionnées au point 3.2 de la présente;
- constituer un projet touchant les matières résiduelles du secteur ICI et répondant aux objectifs de l’appel de propositions identifiés au point 2.2;
- être soumis par un demandeur admissible (voir point 2.6 de la présente);
- être réalisé au Québec et s’appliquer à des matières résiduelles majoritairement générées au Québec;
- comprendre des dépenses admissibles;
- se réaliser dans un horizon maximal de dix-huit (18) mois débutant à la dernière des deux dates suivantes, soit la date de signature de la convention par le demandeur et RECYC-QUÉBEC ou à la date d’obtention de toutes les autorisations requises pour la réalisation du projet;
- comprendre tous les documents obligatoires complétés et les pièces justificatives nécessaires lors de son dépôt.

Projets non admissibles :

- un projet ne visant pas la résolution d'un problème de débouchés de matières résiduelles dans le secteur ICI;
- un projet ne tenant pas compte de la hiérarchie des 3RV;
- un projet qui ne prévoit aucune ou insuffisamment d'action directe et concrète sur les matières résiduelles ⁵;
- un projet concernant des matières résiduelles faisant déjà l'objet d'une prise en charge en fin de vie (ex. : responsabilité élargie des producteurs, pneus);
- un projet visant la gestion de matières résiduelles du secteur du bâtiment (CRD);
- un projet visant les matières organiques ou la lutte au gaspillage alimentaire;
- un projet qui reproduit une solution déjà implantée à large échelle et qui ne demande pas d'adaptation substantielle pour répondre à une problématique nouvelle;
- de manière générale, un projet jugé non admissible par RECYC-QUÉBEC.

La non-admissibilité d'un projet conduit au rejet de la demande. Le cas échéant, RECYC-QUÉBEC transmettra au demandeur un avis l'informant du statut d'admissibilité du projet soumis.

Section 3 – Aide financière

3.1 – Nature de l'aide financière

L'aide financière que pourra consentir RECYC-QUÉBEC couvrira jusqu'à 70 % des dépenses admissibles par projet déclaré admissible et retenu aux fins du présent appel de propositions.

L'aide financière demandée, par projet, devra se situer entre cinquante mille dollars (50 000 \$) et soixante-quinze mille dollars (75 000 \$) et sera sous la forme d'une contribution non remboursable.

Le demandeur devra confirmer les autres sources de financement (ex. : prêts, commandites/subventions, dons, etc.) qui contribueront à la réalisation du projet soumis (ce qui inclut sa propre participation).

Toutefois, aucune aide financière ne sera versée pour des projets qui, totalement ou partiellement, ont déjà fait l'objet d'un financement dans le cadre des programmes d'aide financière ou d'un appel à propositions administrés par RECYC-QUÉBEC ou tout autre organisme et financés par le Fonds vert.

Dépenses admissibles

Dans la mesure où elles répondent aux objectifs, aux exigences, aux conditions et aux critères de l'appel de propositions, les dépenses admissibles sont les suivantes :

- dépenses liées à la main d'œuvre (salaires) directement impliquée dans le projet (planification et concrétisation);
- achat ou location d'équipement, de matériel ou de fournitures permettant la réalisation du projet;
- dépenses liées à des sous-traitants spécialisés, impliqués directement dans le projet (ex. réalisation de travaux d'analyse spécialisée, installation d'équipements liés au projet);
- frais de communication (graphisme, production et diffusion de matériel promotionnel (ex. : achat d'espace publicitaire, impression de documents, révision linguistique, etc.);

⁵ Par exemple, un projet visant strictement le développement de la connaissance (étude) ou une campagne d'information, de sensibilisation ou d'éducation (ISÉ).

- toute autre dépense qui, de l'avis de RECYC-QUÉBEC, est jugée pertinente pour la réalisation du projet.

Dépenses non admissibles

Les dépenses non admissibles sont, notamment, mais non limitativement :

- salaires d'employés pour les activités non directement liées au projet;
- dépenses encourues avant l'avis d'admissibilité du projet émis par RECYC-QUÉBEC;
- dépenses financées par un partenaire;
- frais courants de bureau, de secrétariat et d'administration;
- frais courants de télécommunications (téléphone, Internet, etc.);
- frais courants de communication, graphisme, production et diffusion de matériel promotionnel (ex. : achat d'espace publicitaire, impression de documents, révision linguistique, etc.);
- frais reliés à des activités non liées au projet;
- frais juridiques et comptables;
- service de la dette, remboursement des emprunts à venir, perte en capital ou remplacement de capital, paiement ou montant déboursé à titre de capital;
- dépenses donnant droit à un crédit d'impôt remboursable par le gouvernement du Québec;
- dépenses liées à des activités exercées à l'extérieur du Québec;
- dépenses liées à des activités visant des matières ne provenant pas du secteur ICI ou majoritairement générées hors Québec;
- démarche et frais d'homologation, d'attestation ou de certification d'un processus, d'un produit ou d'un établissement (incluant le programme ICI ON RECYCLE!);
- apports en nature;
- TPS et TVQ;
- de façon générale, toute dépense reliée à un projet ou à une activité non admissible, de l'avis de RECYC-QUÉBEC.

De manière générale, seules les dépenses réellement encourues par le demandeur et ses partenaires au projet seront considérées comme admissibles; ainsi, les preuves de dépenses acceptées incluront les factures et les relevés de paie. Aucun supplément ne pourra être soumis comme dépense admissible à RECYC-QUÉBEC, comme par exemple une marge ajoutée aux coûts de salaire, pour refléter les honoraires qui auraient pu être facturés par le demandeur ou ses partenaires pour le temps de la personne contribuant au projet soumis à RECYC-QUÉBEC.

3.2 – Dépôt d'une proposition

La date limite pour le dépôt des propositions est le mardi **31 octobre 2017 à 14 h 59**.

La description du projet doit être suffisamment détaillée, dans les documents soumis par le demandeur auprès de RECYC-QUÉBEC aux dates susmentionnées, pour en permettre une analyse approfondie. Toute demande doit être envoyée en utilisant les formulaires prévus à cet effet. Ceux-ci seront disponibles sur le site Internet de RECYC-QUÉBEC au :

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/appele-propositions-debouches-ici>

Pour être analysée, toute demande doit contenir les documents suivants :

1. Le **formulaire de demande** dûment rempli, daté et signé par un représentant du demandeur dûment autorisé.
2. Le **calculateur de l'aide financière**, dûment complété, présentant les estimations de l'ensemble des dépenses que le demandeur considère être admissibles dans le cadre du projet.
3. Une résolution du conseil d'administration⁶ du demandeur approuvant la demande et autorisant la personne désignée à signer le formulaire de demande et la convention d'aide financière, le cas échéant (*un modèle sera offert*).
4. Curriculum vitae du chargé de projet et des principaux membres de son équipe dédiés au projet.
5. Deux soumissions/offres de services applicables pour toutes dépenses de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) et plus, à l'exception des dépenses en salaire, et une mention justifiant le choix final de la soumission/offre de services retenue par le demandeur. Dans le cas où un seul document est présenté, le demandeur devra indiquer les raisons justifiant cette situation.
6. Une soumission/offre de services applicable pour toutes dépenses de cinq mille dollars (5 000 \$) et plus, mais de moins de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$), à l'exception des dépenses en salaire.
7. À défaut, par le demandeur, de joindre les documents requis aux paragraphes 5 et 6 précédents, une lettre d'engagement signée par le demandeur indiquant qu'il soumettra ces documents avant la signature de la convention d'aide financière décrite au point 3.4 de la présente.
8. Dans le cas où le demandeur ferait appel à un consultant externe, la démonstration que ce consultant possède les compétences et l'expertise pour réaliser le mandat pour lequel ses services sont retenus, notamment par la remise d'une copie de la soumission présentée, décrivant la nature du mandat, l'échéancier ainsi que l'équipe chargée de la réalisation du projet.
9. Si applicable, une lettre d'intention signée par chacun des partenaires s'engageant dans la formation d'un consortium pour la réalisation du projet. La lettre devra décrire sommairement le partenariat, la nature de celui-ci et les implications de chacun des partenaires.
10. Les états financiers (vérifiés ou en mission d'examen) du demandeur, pour les deux (2) dernières années.
11. Tout autre document/information/complément que RECYC-QUÉBEC pourrait, sur demande, expressément requérir du demandeur.

RECYC-QUÉBEC préconisant la réduction de l'utilisation du papier, tous les documents requis doivent être transmis par courriel.

Dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la demande, un accusé de réception sera envoyé au demandeur.

À la suite d'un premier examen de la demande, RECYC-QUÉBEC communiquera avec le demandeur pour lui signifier si son projet est admissible ou non, et ce, dans un délai de vingt (20) jours ouvrables. Ce n'est qu'une fois que le projet sera jugé admissible par RECYC-QUÉBEC que celui-ci pourra être soumis pour analyse.

⁶ Ou instance de gouvernance équivalente, si le demandeur ne dispose pas d'un conseil d'administration.

3.3 – Analyse des propositions

À la date et à l'heure limites de réception des projets, les projets déposés doivent être complets relativement à la documentation demandée. Les dossiers incomplets seront refusés. RECYC-QUÉBEC procédera à l'évaluation des demandes et traitera les informations y étant contenues de façon confidentielle. Seuls les projets qui respectent les critères d'admissibilité de l'appel de propositions seront évalués par le comité formé à cette fin.

L'ensemble des documents déposés et, s'il y a lieu, des réponses du demandeur dépositaire d'un projet aux questions formulées par RECYC-QUÉBEC, seront pris en compte dans l'évaluation de la demande. Une rencontre avec le demandeur pourrait aussi avoir lieu afin de permettre à RECYC-QUÉBEC d'obtenir des compléments d'information. Cette rencontre portera alors exclusivement sur les points de précisions/éclaircissement formulés par RECYC-QUÉBEC et ne sera, en aucun cas, l'occasion de compléter un dossier incomplet. Une demande d'aide financière pourrait être refusée dans l'éventualité où des informations demandées par RECYC-QUÉBEC au demandeur en cours d'analyse ne seraient pas fournies à RECYC-QUÉBEC dans un délai raisonnable.

Un comité d'évaluation sera chargé de l'analyse des propositions et formulera ses recommandations aux instances décisionnelles habilitées de RECYC-QUÉBEC. Sous aucune considération le nom des membres du comité d'évaluation ou des instances décisionnelles qui seront chargés de l'évaluation des propositions ne sera divulgué aux demandeurs. Toute tentative, par un demandeur, d'influencer les décisions à être prises en regard de cet appel de propositions pourrait être sanctionnée par le rejet de son projet.

À titre indicatif, l'évaluation des projets sera réalisée en fonction des critères suivants :

- la pertinence du projet par rapport aux objectifs de l'appel de propositions;
- la pertinence de la solution proposée en regard de la problématique identifiée;
- l'expertise de l'organisme demandeur et de son équipe, en lien avec le projet;
- la qualité du projet;
- le partenariat et l'appui du milieu (financier, technique ou autre);
- les quantités potentielles de matières résiduelles mises en valeur ou détournées de l'élimination;
- les autres retombées potentielles du projet (sur le plan environnemental, économique et social);
- les moyens proposés pour le suivi et la mesure des retombées du projet;
- la viabilité financière du demandeur;
- la complémentarité du projet avec des actions en place ou déjà menées;
- la possibilité de partager et de diffuser les résultats du projet;
- le potentiel de reproductibilité ou de pérennité du projet;
- pour les demandeurs ayant déjà bénéficié d'une aide financière dans un autre programme de RECYC-QUÉBEC, l'évaluation de la qualité de réalisation de ce précédent projet.

RECYC-QUÉBEC sélectionnera ceux qui, à son avis, constituent les meilleurs projets, jusqu'à concurrence des fonds disponibles dans le cadre du présent appel de propositions, et se réserve le droit de refuser tout projet.

3.4 – Conditions de versement

Lorsqu'un projet est retenu par RECYC-QUÉBEC aux fins d'un appel de propositions, une convention d'aide financière est signée entre le promoteur et RECYC-QUÉBEC. Les engagements de chacune des parties y sont précisés. Dans cette convention, le promoteur s'engage notamment à remettre tout rapport ou étude réalisée dans le cadre du projet subventionné par RECYC-QUÉBEC, ainsi qu'à obtenir toutes les autorisations (notamment environnementales) requises pour la réalisation de son projet, afin que ce dernier se déroule en toute conformité/légalité.

RECYC-QUÉBEC, le Ministre ou le Conseil de gestion du Fonds Vert pourront utiliser certains des renseignements fournis par le promoteur dans le cadre de la réalisation de ses activités, dans une perspective de promotion d'une meilleure gestion des matières résiduelles et de la reproduction de cas à succès. RECYC-QUÉBEC prendra entente avec le promoteur à cet effet, le cas échéant.

L'appel de propositions est assorti d'une écocondition qui vise la responsabilisation des promoteurs et de leurs employés à l'égard de la prévention et de la saine gestion des matières résiduelles. Chaque promoteur bénéficiant d'une aide financière consentie par RECYC-QUÉBEC dans le cadre du présent appel de propositions devra obtenir, auprès de RECYC-QUÉBEC, au minimum une reconnaissance de niveau « Mise en œuvre » du programme ICI ON RECYCLE! ⁷. Le paiement du troisième versement de l'aide financière accordée en vertu du présent appel de propositions sera conditionnel à l'obtention de cette reconnaissance.

3.5 – Modalités de versement

L'aide financière sera accordée en trois (3) versements :

- Le **premier versement**, correspondant à **30 %** de l'aide financière, sera remis après :
 - la signature de la convention d'aide financière;
 - la confirmation écrite des sources de financement du projet;
 - la transmission d'une mise à jour de l'échéancier de réalisation du projet;
 - la preuve de l'obtention de toutes les autorisations requises afin que le projet puisse être mené à terme en toute conformité/légalité;
 - le respect des conditions particulières énoncées dans la convention, le cas échéant.
- Le **second versement (40 %)** sera remis à la suite de la réception et l'approbation, par RECYC-QUÉBEC :
 - du rapport de mi-projet;
 - de l'échéancier pour les prochaines étapes de réalisation du projet;
 - du relevé des heures des personnes travaillant sur le projet (le cas échéant);
 - des factures et preuves de paiement;
 - du respect des conditions particulières énoncées dans la convention, le cas échéant.

⁷ Les détails sur les frais et les modalités du programme ICI ON RECYCLE! sont disponibles sur la page suivante : www.reycyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/programme-reconnaissance-ici-on-recycle

- Le troisième et **dernier versement (30 %)** sera remis après :
 - l'obtention par le promoteur, auprès de RECYC-QUÉBEC, au minimum d'une reconnaissance de niveau « Mise en œuvre » du programme ICI ON RECYCLE!;
 - la réception et l'approbation, par RECYC-QUÉBEC, du rapport final confirmant que le projet a été réalisé tel que stipulé à la convention d'aide financière;
 - la mesure des résultats du projet;
 - le relevé des heures des personnes travaillant sur le projet (le cas échéant);
 - les factures et preuves de paiement. Celles-ci peuvent, à la discrétion de RECYC-QUÉBEC, inclure les relevés de paie des personnes ayant travaillé sur le projet;
 - le respect des conditions particulières énoncées dans la convention, le cas échéant.

Dans le cas où les coûts estimés lors de la demande seraient inférieurs au coût réel du projet, l'aide financière consentie par RECYC-QUÉBEC sera ajustée à la baisse. RECYC-QUÉBEC se réserve le droit de retenir ou d'annuler un paiement si les livrables produits dans le cadre du projet ne sont pas à sa satisfaction.

3.6 – Reddition de compte

Lorsque le promoteur remettra à RECYC-QUÉBEC un rapport de mi-projet, celui-ci fera état :

- du compte rendu du déroulement du projet, incluant un échéancier de réalisation, les quantités de matières traitées (s'il y a lieu), les problèmes rencontrés et les solutions prévues;
- des prévisions sur la suite du projet (échéancier, budget, enjeux);
- d'une révision, s'il y a lieu, des dépenses du projet;
- de toute autre information pertinente.

Un rapport final devra également être remis à RECYC-QUÉBEC et fera état :

- des étapes du projet réalisées;
- de l'échéancier réel de chacune des étapes du projet;
- des quantités de matières résiduelles traitées, recyclées ou valorisées dans le cadre du projet;
- de l'état de compte final des dépenses du projet et des sources de financement finales de celui-ci;
- de toute autre information pertinente.

Il est entendu que ce rapport final devra être transmis à RECYC-QUÉBEC au plus tard trois (3) mois suivant la fin du projet.

3.7 – Évaluation du programme

Deux types d'indicateurs seront utilisés pour évaluer le programme, soit :

- les indicateurs d'intrants, qui donnent une vue d'ensemble de l'activité du programme et seront mesurés par RECYC-QUÉBEC, et
- les indicateurs d'effets-impacts, permettant de rendre compte des résultats atteints par les projets sélectionnés et qui devront être fournis par les promoteurs dans leurs rapports de fin de projet.

Le tableau suivant présente les indicateurs qui seront utilisés dans le cadre de ce programme.

Indicateurs d'intrants	Indicateurs d'effets-impacts
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de projets déposés• Nombre de projets financés• Taux d'acceptation• Nombre de promoteurs• Montants investis (par région, par période, etc.)• Pourcentage de frais de gestion (frais encourus par RECYC-QUÉBEC pour le fonctionnement du programme, en pourcentage du budget total alloué au programme)	<ul style="list-style-type: none">• Tonnage supplémentaire traité• Tonnage détourné de l'élimination• Emplois créés ou maintenus• Levier financier (investissements totaux)

RECYC-QUÉBEC procèdera à l'évaluation du programme dans les trois (3) mois suivant la finalisation du dernier projet et rendra compte des résultats atteints au Conseil de gestion du Fonds vert.

ISBN : 978-2-550-79119-5

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec